

4.2.89

N° : 26042 ex. 1

Cote : B

M

DOSSIER \_\_\_\_\_

# Brasilia, gestion d'un espace symbolique

par catherine aubertin  
avec la collaboration d'agnès morel

Brasilia est souvent présentée comme le siège de l'autoritarisme. Ce fut bien sûr la capitale d'un pays dirigé par des militaires, mais c'est toujours la ville où tous les efforts de gestion visent à préserver l'espace architectural et symbolique initial et à multiplier les obstacles aux courants migratoires qui s'y pressent (1).

Le gouvernement de Brasilia n'a jusqu'alors guère rencontré de résistance institutionnelle à son projet urbain. Les habitants du District Fédéral n'ont pas manqué de s'organiser, mais leurs mouvements n'ont pas encore permis l'amorce de prises de décisions concertées. Aujourd'hui, par son extension-même, l'espace de Brasilia déborde sur ceux des municipes (2) qui l'entourent et il faut désormais compter, dans un contexte d'ouverture politique, avec leurs préfets démocratiquement élus, souvent sur des programmes de gestion urbaine. Malgré un rapport de force disproportionné, on voit poindre un espoir de démocratisation dans le règlement de la question de la péri-urbanisation de Brasilia.

---

## le centre de l'espoir, ses satellites et ses périphéries

---

(1) Cette étude a été menée dans le cadre du Nucleo de Pesquisas Urbanas e Regionais de l'Université de Brasilia (UnB). Nous remercions tout particulièrement les professeurs Marília Peluso de Oliveira, Janez Barbosa Ferreira et Aldo Paviani.

(2) Município : commune, circonscription administrative autonome d'un Etat, gouvernée par un prefeito (maire), unité géographique de base des recensements de l'IBGE.

Brasilia est née de la volonté d'isoler le pouvoir politique des contraintes économiques et géographiques. D'où le choix symbolique du centre géodésique du Brésil – où se concentreront curieusement de nombreuses sectes mystiques – formant une enclave artificielle dans l'Etat du Goiás.

Brasilia est née d'un rêve d'architectes. Aujourd'hui encore Lucio Costa, le père urbaniste de la capitale, conforte ses choix. Il propose un plan d'expansion urbaine, « Brasilia revisitada », qui n'est autre qu'un plan d'expansion du seul

### C. AUBERTIN

Plan Pilote et des quartiers résidentiels. Ce projet qui ouvre une violente polémique où l'on n'hésite pas à parler de dictature de l'espace (articles du « Correio Brasiliense » de mars 1987) prétend résoudre les problèmes sociaux, à peine évoqués sous l'angle des difficultés de transport, par des solutions purements architecturales.

Brasilia est aussi née du mythe de la « frontière » et des réalités économiques et sociales qui le nourrissent. L'ouverture du pays vers l'Ouest, grâce à la prétendue immensité de terres riches et disponibles toujours plus loin, permet à chaque brésilien d'entretenir l'espoir d'une vie meilleure, d'une égalité des chances devant les ressources « naturelles » de son pays, indépendamment de l'histoire et des structures sociales à l'origine des courants migratoires.

Le plan de Brasilia a été conçu pour accueillir 500 000 habitants. En 1970, dix ans après l'inauguration de la nouvelle capitale, les effectifs de population fixés par le projet étaient déjà atteints et ne se concentraient plus dans le Plan Pilote initial. Aujourd'hui, en 1987, ils s'élèvent à plus de 1,5 million et plus de 3 habitants de « Brasilia » sur 4 résident dans une ville satellite. N'ayant pas prévu l'ampleur des arrivées de migrants, les autorités n'ont proposé que des mesures au coup par coup, inadéquates et insuffisantes.

Le Plan Pilote n'est pourtant pas totalement occupé. De nombreuses « Quadras », dont la plupart appartiennent à des organismes d'Etat ou à des banques qui organisent eux-mêmes la spéculation foncière, ne sont pas construites. Les sociétés immobilières ont jusqu'alors essentiellement prospéré en réalisant dans l'enceinte du District Fédéral des lotissements résidentiels destinés à une clientèle aisée sur des terrains à vocation agricole. D'après les estimations de la CODEPLAN (Société de développement du District Fédéral), la moitié des terres du District Fédéral serait en situation foncière illégale.

Les premiers arrivés, ouvriers de la construction de la cité, se sont installés dans des campements de fortune aux environs immédiats de la ville. L'accès « légal » au Plan Pilote, sous la pression foncière résultant des migrations des fonctionnaires et d'une immédiate spéculation dévoyant les principes égalitaires originels, est devenue rapidement impossible pour leurs revenus. Le secteur informel, le bâtiment, l'administration et les services, le secteur des emplois domestiques offrent les principales opportunités de travail pour des emplois subalternes et souvent instables. Occupant illégalement des terrains et nuisant à l'« harmonie » architecturale, ces bidonvilles ne pouvaient demeurer aux portes de Brasilia. Plutôt que de modifier le Plan d'urbanisation « en oiseau », les villes satellites ont été créées pour éloigner du centre, en instaurant une espèce de « vide sanitaire », les populations les plus pauvres afin d'éviter des mouvements politiques et sociaux d'importance.

Population du District Fédéral et de son Entour (en nombre d'habitants)					
Les « villes » de Brasília	1959	1970	1980	Taux de croissance 70-80	Estim. 1985
Plan Pilote	28 020	236 477	310 701	131,0 %	396 207
Guara	—	24 392	82 482	338,0 %	115 182
Nucleo Bandeirante	11 565	11 133	17 477	157,0 %	21 464
Gama	—	75 947	139 019	83,0 %	164 280
Taguatinga-Ceilandia	3 677	109 584	480 109	338,0 %	648 971
Sobradinho	—	42 782	69 082	61,5 %	75 172
Planaltina D.F.	2 245	21 932	47 357	116,0 %	50 312
Braslandia	355	11 521	22 486	95,0 %	24 327
Paranoa	—	2 237	3 483	55,7 %	—
Jardim	—	2 346	4 552	94,0 %	—
Zone rurale	12 256	—	—	—	45 608
Total District Federal	58 118	538 351	1 176 748	220,0 %	1 541 523
Entour du District Fédéral (1)	128 612	156 993	259 804	60,4 %	469 000

Sources : 1959 : Censo Experimental de Brasília. Comissão Censitaria Nacional.  
1970-80 : IBGE, Sinopse Preliminar do Censo Demografico.  
1985 : Estimations CODEPLAN.

(1) UNAI exclu

### villes satellites

Ces villes satellites se situent à l'intérieur du District Fédéral. Certaines sont développées à partir d'anciennes villes de chantier comme Nucleo Bandeirante, ou à partir de petites villes plus anciennes comme Planaltina ou Braslandia. D'autres ont été construites entièrement par les pouvoirs publics pour loger les migrants, les « envahisseurs », les favelados comme Taguatinga, Gama ou Ceilandia. Elles présentent aujourd'hui une physionomie très diversifiée, ne serait-ce que par le nombre de leurs habitants, de 25 000 pour Sobradinho à 650 000 pour l'ensemble Taguatinga-Ceilandia. Certaines, mais il faudrait nuancer davantage et décrire chaque quartier, servent de résidence à une classe moyenne aisée et développent des activités économiques autonomes par rapport au Plan Pilote, (essentiellement Taguatinga), alors que d'autres sont de simples villes dortoirs, refuges de la population la plus pauvre (Ceilandia). La physionomie des habitations change également selon le type d'accès à la terre et au logement.

On rencontre des alignements de milliers de maisonnettes toutes semblables offrant un minimum réduit de confort et d'espace réalisées grâce à des programmes gouvernementaux comme à Ceilandia ou dans le nouveau quartier de Braslandia, de grands immeubles de standing construits par des promoteurs immobiliers comme à Taguatinga, ou à Guara, une hétérogénéité totale due

à la pratique de l'autoconstruction comme à Gamma. Partout des constructions précaires abritent des familles qui sous-louent le fond du lot et contribuent ainsi à une densification de l'habitat sans que cela soit perceptible de l'extérieur. Mais toutes ces villes satellites sont planifiées, « urbanisées » comme on le dit au Brésil. Les rues sont tracées, les équipements, pour la plupart et malgré de fortes inégalités, sont en place. D'avion, les lumières forment des figures géométriques qui n'ont rien à envier à la rigueur de celles du Plan Pilote.

Le bidonville détruit, ses occupants sont relogés par le gouvernement dans les villes satellites où, sous certaines conditions, ils obtiennent le titre de propriété de leur lot. Dès lors, les spéculations les plus effrénées ont pu se produire, les lots légalisés ont été vendus et revendus. Les premiers bénéficiaires, par manque d'argent et sous pression des spéculateurs, sont retournés à nouveau envahir des terres publiques ou, forts de la vente de leur lot, sont partis s'installer de plus en plus loin du centre, d'abord dans des villes satellites plus éloignées, puis aux limites du District Fédéral, puis au-delà, dans l'Etat du Goiás.

### municipes éloignés

Ce processus efficace (au point que l'on a pu dire que pour transformer un bidonville en noyau résidentiel de la classe moyenne, il suffisait de distribuer des titres de propriétés) a conduit à la création d'une ville polynucléaire, l'organisation spatiale reflétant les inégalités économiques et sociales.

Le centre est issu du Plan Pilote aménagé ; puis vient une périphérie formée de villes satellites, intégrées au District Fédéral mais n'ayant aucun statut propre, dépendant administrativement et économiquement de la capitale ; enfin se dessine une périphérie encore plus lointaine regroupant une dizaine de municipes de l'Etat du Goiás, distants de 55 à 110 kilomètres du centre.

Le District Fédéral, villes satellites incluses, concentre les revenus les plus élevés du pays : 66 % au-dessus de la moyenne nationale en 1980 selon l'IBGE. Mais leur distribution est certainement la plus inégalitaire du pays : le revenu moyen des habitants du Plan Pilote est 8 fois supérieur à celui des habitants de Braslandia. Le District Fédéral propose aux privilégiés qui y habitent des services publics et privés en matière de santé, d'éducation et de transport, ainsi que des services collectifs d'eau, d'électricité et de voirie, bien supérieurs à ceux du reste du Brésil. Les municipes de l'Entour sont démunis de la plupart de ces services et accueillent les migrants aux revenus les plus bas, qui ne sont donc pas en mesure de payer les impôts ou taxes permettant aux autorités locales d'aménager leur territoire en conséquence.

Les conséquences des choix fonciers quant à l'urbanisation du Plan Pilote et de la politique au coup par coup d'insertion des migrants, se mesurent à la croissance démographique rapide mais très hétérogène des agglomérations de l'Entour du District Fédéral, notamment depuis 1970, et qui, selon les prévisions, devrait encore s'accroître. Si la distribution du solde migratoire

de Brasília entre l'Entour et le District Fédéral s'est effectuée jusqu'ici majoritairement en faveur de ce dernier (à 98,5 % pour la période 1960/1970, à 88,3 % pour la période 1970/1980 et à 62,5 % pour la période 1980/1985 d'après CODEPLAN s/d), on peut prévoir que, devant la saturation des capacités d'accueil (si le gouvernement du District Fédéral ne change pas sa politique urbaine) et malgré la création d'une nouvelle ville satellite, Samambaia, la plus grande partie du solde migratoire se fixera désormais dans l'Entour. Et ceci suivant deux processus distincts : celui de l'expansion urbaine qui attire les migrants directement à la périphérie de la capitale, et celui de la ségrégation spatiale/sociale qui rejette les plus pauvres du centre vers cette même périphérie.

Dans les municipes, la population, très jeune, comporte en moyenne 40 % d'immigrés, qui dans leur grande majorité ont déjà résidé soit dans le District Fédéral lui-même, soit dans le Goiás ou le Minas Gerais, c'est-à-dire dans les deux Etats qui l'encadrent. Les études de terrain réalisés par Paviani (1984) à Pedregal et par Oliveira (1983) à Cidade Ocidental montrent que 80 % des habitants de ces lotissements périphériques du municipe de Luziânia ont déjà résidé dans le District Fédéral (Plan Pilote, villes satellites ou « invasions »).

---

## une politique ambiguë

---

Brasilia devait être le pôle de développement du Centre-Ouest, mais surtout un pôle mythique, ouvrant le Brésil de l'Ouest au progrès dans un mouvement d'unification nationale, plutôt qu'un diffuseur d'effets induits sur son environnement immédiat. Tout a été fait pour freiner son influence : refus d'une industrialisation jugée polluante, refus d'une croissance du Plan Pilote, refus de mettre ses équipements à la disposition des municipes des environs...

Le programme fédéral « Geoeconomica », créé en 1975, se présente comme un projet visant un ré-équilibre entre le District Fédéral et sa région géo-économique, mais ses objectifs, tout en proposant des mesures d'intégration et de répartition des ressources, expriment clairement la volonté de protéger le site de Brasília.

Il s'est en fait agi d'éviter le modèle d'urbanisation classique des grandes métropoles brésiliennes en orientant les flux migratoires vers l'extérieur de la capitale et en les fixant sur un certain nombre de « pôles de développement » (SUDECO/CODEPLAN, 1985). Une politique d'investissements en équipements sociaux a bien vu le jour, mais décidée et prise en charge uniquement par Brasília, avec peu de consultations, sinon par pur clientélisme, des préfectures concernées, peu de ressources extrêmement dispersées et des réalisations non viables (infrastructures sans moyen de fonctionnement), concernant une surface grande comme la moitié de la France, elle était vouée à l'échec.

Un centre de tri des migrants a été mis en place à la gare ferroviaire et routière de Brasília. Il propose un billet d'autobus qui permet de continuer

## C. AUBERTIN

encore plus loin et sinon, essaye de répartir les nouveaux arrivés dans les villes satellites ou les municipales de l'Entour.

Sous sa dernière version, le programme Geoeconomica est modifié : son rayon d'action, tout d'abord considérable car il couvrait 88 municipales, a été réduit finalement aux seuls 12 municipales limitrophes. Il a changé de nom : aujourd'hui il porte le nom de Dom Bosco, missionnaire italien qui a vu Brasilia en songe. Mais il ne se trouve qu'à l'état de projet émanant du gouvernement de District Fédéral et non d'un projet national, ce qui favorise les confusions institutionnelles.

Brasilia, ville trop belle, trop riche et trop puissante au milieu d'un désert, ne pouvait être un pôle de développement. Elle a, au contraire, écrasé ses voisins, monopolisant les revenus de la vie économique, rendant dérisoires les investissements qui ne pouvaient soutenir la concurrence. Le gouvernement du District Fédéral n'a pas la compétence ni les moyens du gouvernement brésilien, mais il joue l'ambiguïté et se présente comme le symbole du pouvoir de l'Etat tout entier. Aussi, il a longtemps tardé à accepter les préfets, dont certains se trouvaient dans l'opposition, comme interlocuteurs à part entière et ne voyait dans les actions du programme que le moyen de sauvegarder ses intérêts sans se soucier de ceux des municipales. L'aide du District Fédéral est inexistante dans les budgets des préfectures.

---

## la multiplication des lots

---

Les municipales de l'Entour ne peuvent, en aucun cas, être considérés comme des agents passifs, victimes du développement de Brasilia.

Si les promoteurs du projet de Brasilia n'avaient pas prévu de tels déplacements de population, certaines communes environnantes avaient envisagé les bénéfices que pourrait leur apporter l'implantation d'une métropole tertiaire, génératrice de revenus élevés. Elles se sont donc lancées dans de gigantesques programmes de lotissement de leurs terres agricoles afin d'accueillir les nouveaux venus. Elles n'avaient pourtant pas imaginé que ceux-ci ne seraient que les laissés pour compte du mirage de Brasilia, victimes de la ségrégation pratiquée par les autorités du District Fédéral. Dès lors, sans ressources pour financer les infrastructures et entretenir les réalisations existantes, sans aide financière de la part du gouvernement de Brasilia, elles se sont trouvées dans une situation de paupérisation croissante.

Dès la création de Brasilia, c'est l'affolement. En 1956, on compte déjà 14 725 lots prêts à être commercialisés dans le municipe de Luziânia (Oliveira 1983) et 28 000 en 1960 dans celui de Planaltina, chiffres astronomiques en comparaison de celui de la population de la jeune capitale. La spéculation foncière s'est étendue aux terres agricoles non exploitées, soudain dotées d'une valeur marchande sans commune mesure avec leur rendement. Certains lots auraient été achetés par des Coréens, des Vénézuéliens, des étrangers de toutes nationalités, dans le cadre d'une promotion internationale.

En l'absence d'un plan d'occupation des sols, la procédure pour créer un lotissement est des plus simples : un rapport de géomètre délimitant chaque lot doit être approuvé par la préfecture. C'est surtout la planche à dessin qui a été le principal instrument du morcellement des anciennes terres rurales inutilisées. Sans législation précise, les routes menant aux lots, les infrastructures urbaines (réseaux d'eau et d'électricité, écoles et dispensaires...) étaient rarement prévues, encore moins réalisées. Pourtant la demande était très forte et les ventes sur plan très nombreuses. Sur ce marché immobilier interviennent les fazendeiros, anciens exploitants des terres, les sociétés immobilières locales ou étrangères à la région intervenant comme maîtres d'œuvre ou comme intermédiaires commerciaux, les préfectures, les investisseurs privés, grands ou petits, à but spéculatif ou à la recherche de leur résidence principale ou de loisir.

Les prix peuvent être abordables pour le petit épargnant ; ainsi un lot nu de 30 mètres sur 10 dans un quartier sans infrastructure de Planaltina coûte en 1986 l'équivalent de 4 Salaires Minimum, parfois avec des possibilités de financement. Le non-paiement des prestations entraîne la confiscation et la remise en vente du lot. Ce marché est encore aujourd'hui très animé alors que, où que ce soit, la plupart des lots ne sont pas occupés ; le taux d'occupation moyen n'atteint pas 10 %, « invasions » comprises, avec des variations de 0 % dans certains quartiers de la ville de Formosa à 100 % dans les lotissements aux logements construits grâce aux financements de la Banque Nationale d'Habitation - B.N.H. - (Cidade Ocidental, Novo Gama, Valparaíso) dans le municipe de Luziânia, mais la physionomie générale qui se dégage est due aux actions des pouvoirs locaux, aux politiques adoptées par les préfectures.

Car devant un facteur externe de bouleversement si considérable, l'installation d'une capitale de 1 500 000 habitants aux revenus les plus élevés du Brésil, l'Entour de Brasília offre, selon les municipes, des réponses et des situations extrêmement diversifiées. A titre d'exemple, nous allons présenter ici le municipe de Planaltina de Goiás (ce dernier également appelé Brasilinha, petite Brasília).

Planaltina a été créée en même temps que Brasília lors du déménagement des services administratifs du municipe dont le siège, aujourd'hui Planaltina du D.F., vieille ville connue pour ses maîtres armuriers, était englobé dans le District Fédéral. La ville vivait de l'élevage en quasi-autarcie, profitant de son emplacement stratégique sur les grands chemins de communication entre le nord et le sud du pays.

C'est la préfecture, exilée et coupée de ses activités économiques et donc de ses ressources restées à l'ancienne Planaltina, qui est propriétaire des terres et entreprend dès son installation, en 1960, de planifier la ville qu'elle surdimensionne (20 000 lots, soit une ville de 100 000 personnes, alors qu'elle n'en regroupe aujourd'hui que 20 000 dans les recensements les plus optimistes). Ne disposant d'aucuns revenus, elle va payer les services de la société immobilière chargée de la réalisation et bon nombre de services nécessaires à

## C. AUBERTIN

son fonctionnement en nature, c'est-à-dire en lots. Mais Planaltina n'attire qu'une population extrêmement défavorisée qui se contente du peu d'infrastructures que la municipalité, défailante après avoir épuisé ses réserves de terres de quelque valeur, ne peut lui donner. Planaltina est une ville dortoir d'un sous-prolétariat urbain qui gravite autour de Brasilia.

Actuellement, les lots mis en vente pourraient, à raison d'une famille de 5 personnes par lot, accueillir plus de 2 fois la population du District Fédéral, alors qu'ils n'en hébergent que 549 000 (7 fois moins). La CODEPLAN estime ainsi, en 1986, le nombre de lots : 350 000 dans le municipe de Luziânia (ville de Luziânia exclue), 100 000 dans le municipe de Planaltina, 100 000 dans celui de Padre Bernardo. Les autres municipes comptent entre 15 000 et 20 000 lots, avec une exception pour Corumba qui n'en possède modestement que 5 000.

Certains de ces lots sont destinés à des activités de loisirs, voire à des activités rurales sur des surfaces inférieures à 50 hectares, mais la grande majorité est à vocation urbaine.

### le soja au secours de l'urbain ?

Les revenus directement perçus par les municipes sont très faibles. La population est une population pauvre qui peine à payer l'IPTU (Impôt sur la Propriété du Terrain Urbain, dont la recette va en totalité au municipe) d'autant plus que, dans bien des cas, l'écriture de vente n'a pas été régularisée du fait du coût élevé de l'enregistrement. Cette situation complique également les raccordements aux réseaux d'eau et d'électricité, les compagnies de l'Etat de Goiás chargées de ces services n'acceptant d'intervenir qu'au vu des titres de propriété. Beaucoup n'ont pu payer les mensualités de leur maison et sont partis en emportant tout ce qui était possible de descendre, jusqu'aux portes et fenêtres, laissant les maisons vides pour des envahisseurs encore plus pauvres. Cette paupérisation, cette « favelisation », s'observe dans les ensembles d'habitation parallèlement à une élitisation et à des pratiques de sous-location usuraires.

La population des villes dortoirs ne consomme pas sur place, mais à Brasilia où elle travaille, et ne crée de ce fait aucun effet induit, ni impôt sur la consommation ou sur la production. Elle réclame cependant des infrastructures que le budget du municipe, auquel ne participe pas le District Fédéral, ne peut offrir. Les grandes distances entre les lotissements, l'irrégularité et la précarité de l'occupation, rendent le problème insoluble ; il faudrait « ré-urbaniser » le municipe de Luziânia, rassembler la population... La route nationale Brasilia-Cristalina est ainsi transformée, au mépris de toutes normes de sécurité, en une simple artère urbaine.

Cependant un nouveau phénomène est en train d'apparaître. Le salut des municipes de l'Entour, asphyxiés par les problèmes urbains de leur encom-



brant voisin, va peut-être venir de l'agriculture. Car l'Entour entre à son heure, après les Etats du sud du Brésil, après les noyaux ruraux et le programme de développement agricole PADEF dans le District Fédéral, dans le cycle du soja. Une nouvelle migration s'est affirmée, celle des gauchos (3) chassés de leur terres par les lois de l'agriculture capitaliste promue par le gouvernement, et qui, grâce aux revenus de la vente de leur lot, vont acheter des terres sur cette nouvelle frontière dont le relief permet la mécanisation et où la terre est encore bon marché, pour se livrer à nouveau à la culture du soja sur des modules de 100 à 1 000 hectares. Ils bénéficient du non-morcellement des terres agricoles, de la proximité des gisements de calcaire pour corriger le sol et des axes de communication autour de Brasilia, de l'encadrement agricole du District Fédéral (des gros moyens mis en œuvre par les organes nationaux de recherche et de développement agricoles comme l'EMATER et l'EMBRAPA), et des garanties d'écoulement qu'offrent la multiplication d'usines d'huile de soja, fortement surdimensionnées et subventionnées, en dépit de toutes les prévisions pessimistes concernant l'évolution des marchés internationaux. Depuis 1986 à Luziânia, les revenus de l'ICM (Impôt sur la Circulation des marchandises, sorte de TVA) dû au soja sont supérieurs à l'ITPU dû par les 350 000 lots recensés par la préfecture.

Ce dynamisme agricole pourrait cependant assurer un début d'autonomie financière pour certains municipes de l'Entour, au moment où la démocratisation du pays, après 21 années de régime militaire, dote les préfets légitimement élus d'un poids politique, certes réduit mais non négligeable, devant Brasilia dont le gouverneur est encore nommé par le Président de la République. Forts d'un nouveau pouvoir de négociation et d'une certaine vitalité économique, les municipes de l'Entour commencent à transformer la région de Brasilia en un vrai pôle de développement, et, ce qui est largement paradoxal, malgré ou indépendamment de l'urbanisation de la capitale. Ces municipes revendiquent, comme le revendiqueraient les villes satellites si elles disposaient d'autonomie administrative, de ne plus être considérés par le pouvoir comme de simples destinataires des « exportations des excédents de main-d'œuvre » de Brasilia.

Bien sûr, il est difficile d'affirmer que ces velléités d'indépendance et de prétention à choisir son destin résisteront à l'accentuation du mouvement migratoire et de la croissance naturelle d'une population jeune qui porteraient, comme on le prévoit couramment, la population du District Fédéral et de son Entour à 4 ou 5 millions en l'an 2 000. Mais il semble malgré tout que, en l'absence d'une volonté de diversifier les fonctions économiques de Brasilia et donc de toucher au symbole que constitue la structure architecturale de la capitale, seule l'émergence d'interlocuteurs forts est susceptible d'éviter que le phénomène de péri-urbanisation de Brasilia ne se résume à la multiplication d'archipels de lotissements-dortoirs en processus de « favelisation ».

(3) Gaucho : éleveur, habitant des prairies naturelles du sud du Brésil ; par extension, toute personne originaire du Sud.

**catherine aubertin**  
avec la collaboration  
**d'agnès morel**  
avril 1988

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1982 — Azevedo (S. de), Andrade (L.A. Gama de) : Habitação e poder. Da fundação da casa popular do Banco Nacional de Habitação. Zahar Editores. Rio de Janeiro.
- 1979 — Blay (E. Alterman) Organisateur : A luta pelo espaço. Textos de Sociologia Urbana. Vozes. Pirenópolis.
- 1984 — Codeplan : Atlas do Distrito Federal. Governo do Distrito Federal. Brasília. S/D — CODEPLAN/CNDU/SUDECO/INDUR — O Entorno do D.F. : Problemas e propostas de solução. Brasília.
- 1986 — Ferreira (I. Costa Barbosa) : Do rural ao urbano na periferia do Distrito Federal. Departamento de Geografia, UnB. Brasília, mimeo.
- 1986 — Heuze (Cl.) : Emergence d'une capitale, Brasília in *Frontières : Mythes et Pratiques. Cah. Sci. Hum. Orstom*, vol. 22, n° 3-4, Paris.
- 1980 — Kowarick (L.) : A espoliação urbana. Paz e Terra. Rio de Janeiro.
- 1985 — Paviani (A.) : Processus d'urbanisation à Brasília, métropole tertiaire du Brésil in *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, n° 61-62, pp. 37-52.
- 1985 — Paviani (A.) Organisateur : Brasília, Ideologia e Realidade. Espaço urbano em questão. CNPq/Projeto. São Paulo.
- 1983 — Oliveira (M. Peluso de) : O mercado imobiliário na periferia do Distrito Federal — Um estudo de caso, a Cidade Ocidental. Tese de mestrado para o curso de pós-graduação em Planejamento Urbano. Departamento de Urbanismo. Universidade de Brasília. Brasília.
- 1985 — SUDECO/CODEPLAN : Subsídios para o macrozoneamento do Entorno do Distrito Federal. Núcleo de edição da Ginfo. Brasília.

---

Catherine Aubertin, économiste à l'ORSTOM. Poursuit des recherches sur la formation économique du centre ouest brésilien dans le cadre d'une convention ORSTOM/CNPQ avec l'université de Brasília.

Agnès Morel, allocataire de recherche de l'ORSTOM.